



## Déclaration préalable au CHSCT SD extraordinaire du mardi 9 mars 2021

Depuis bientôt 1 an la FSU dénonce les insuffisances et le déni de réalité qui semblent s'être imposés comme mode de gestion au Ministère, et réitère ses propositions concrètes pour une meilleure anticipation de toutes les situations qui nous préoccupent autour de cette crise sanitaire.

Après un retour de vacances scolaires annoncé à haut risque, le ministère n'a prévu aucune autre mesure qu'une **campagne de tests**, sans préciser son organisation. Les mesures prises en cas de découverte de cas de covid ne sont pas renforcées : une fois qu'on a testé, que fait-on ? Le retour à la règle d'une fermeture dès un seul cas positif dans une classe a été vite abandonné alors que le variant anglais devenu majoritaire est beaucoup plus contagieux. En outre, si les tests salivaires se déploient en partie pour les élèves les plus jeunes, ce que la FSU avait demandé depuis longtemps, rien n'est clair sur les modalités concrètes de ces campagnes : se font-elles sur le temps de cours des élèves ? Dans quels locaux ? Qui fait quoi et avec quels protocoles spécifiques puisqu'il s'agit d'actes de nature médicale ? La question du suivi administratif et du secret médical reste posée. Face à toutes ces questions, la FSU demande un cadre ministériel précis et concerté qui sécurise durablement l'ensemble de la communauté scolaire.

Enfin, rien n'est fait pour renforcer la protection sanitaire des personnels en améliorant notamment leur accès aux tests.

Nous tenons à ce propos à vous faire part de notre surprise quant au mail que vous avez envoyé aux personnels lundi dernier nous incitant à nous faire massivement tester : de nombreux collègues n'en ont pas été destinataires et celles et ceux qui l'ont reçu, l'ont reçu en dehors du délais d'inscription. Nous sommes également surpris de n'avoir pas eu de possibilités de tests dès la semaine de la rentrée : ni pour les personnels ni pour les élèves.

Les collègues évoquent des difficultés de remplacement sur le premier degré pour accéder aux centres de test, mais également l'éloignement de ces centres dans un département rural comme le nôtre, alors que nous espérons pouvoir nous faire tester sur notre lieu de travail.

D'autre part, au regard de l'état de santé préoccupant de la jeunesse, les campagnes de dépistage des tests antigéniques au bénéfice des personnels et des élèves ne peuvent reposer sur les infirmier.es déjà en nombre insuffisant. Le travail des collègues doit être recentré sur leurs missions d'accueil, d'écoute, d'accompagnement et de suivi des élèves. Qui accueille les élèves en leur absence tous les mercredis et jeudis dans leurs établissements ?

Concernant les nouveaux masques Noyoco ils sont hélas jugés inconfortables, trop épais, les élastiques font mal... pour certains collègues ce n'est plus suffisant et ils-elles se voient contraint-es d'acheter leurs propres masques chirurgicaux. Nous renouvelons donc la demande portée par la FSU sur la gratuité des masques pour les élèves et des masques chirurgicaux pour les personnels qui le souhaitent.

Aucune clarification n'a été apportée sur la **campagne de vaccination**. Alors que le ministère avait parlé d'une vaccination en mars, aucun calendrier n'est disponible, aucune modalité n'est donnée aux personnels

dont quelques-un-es, parce qu'ils-elles font partie des personnes vulnérables, sont contacté-es par leur médecin traitant. Rien ne semble avoir été anticipé : après avoir raté le lancement des tests dans l'Education nationale, le gouvernement va-t-il rater la vaccination des personnels ? La FSU exige des réponses rapides à cette exigence

Nous souhaitons enfin aborder la mise en difficulté du service public d'éducation, notamment sur Rodez où les lycées publics, dans le cadre d'un principe de responsabilité et de précaution dans un contexte sanitaire dégradé, ont adopté un fonctionnement adapté en dédoublant les classes pour limiter la circulation du virus, tant chez les élèves que dans la population en général . Les élèves de 2nde et 1ère n'ont donc classe en présentiel qu'une semaine sur 2 et si tout est fait pour compenser au mieux le temps passé par les lycéens à distance, il est indéniable que rien ne remplace le temps pédagogique en présentiel. La situation pédagogique reste dès lors une situation dégradée. De ce point de vue, nous ne pouvons accepter que l'enseignement privé ne s'inscrive pas dans un fonctionnement similaire et accentue de façon inappropriée des logiques de concurrence avec le public. Les personnels ne peuvent accepter que les règles ne soient pas les mêmes partout, ou qu'elles ne soient pas appliquées de la même manière pour tout le monde sur un tel enjeu qu'est la sécurité sanitaire. Sur de nombreux sujets (rythme scolaire, réforme du collège, réforme du lycée), l'enseignement privé a eu la fâcheuse habitude de se positionner opportunément en décalage avec l'enseignement public pour mieux se faire valoir : il n'est pas compréhensible que la crise sanitaire soit indirectement un levier de plus pour le faire.

Nous souhaiterions par conséquent connaître les chiffres statistiques de fermetures de classes publics/privés.

La question de la lecture et l'application du protocole se pose aussi en cette période de l'année scolaire à travers le sujet des "portes ouvertes" : la FAQ ministérielle est sans ambiguïté sur le sujet, mais nous avons des retours sur des réflexions d'organisation de journée en présentiel ; qu'en est-il dans les faits?

La FSU revendique à nouveau le contrôle du CO2 dans les salles, une politique de test/traçage/isolément à la hauteur, des masques gratuits pour les élèves et les personnels, plus de transparence sur les chiffres, moyens humains et financiers immédiats, la priorisation de la vaccination pour les personnels... pour enfin prendre en compte et mettre en œuvre ces conditions urgentes dans le cadre d'une stratégie globale de lutte contre le covid dans les écoles et les établissements scolaires.